CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

LA POLITIQUE AGRICOLE CHINOISE : CHANGEMENT DE CAP POUR UN MÊME OBJECTIF

Jean-Marc Chaumet

Société française d'économie rurale | « Économie rurale »

2020/2 n° 372 | pages 153 à 170

ISSN 0013-0559

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-economie-rurale-2020-2-page-153.htm

Distribution électronique Cairn.info pour Société française d'économie rurale.
© Société française d'économie rurale. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© Société française d?économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

Économie rurale
Agricultures, alimentations, territoires

372 | Avril-juin
Politiques agricoles et alimentaires Trajectoires et réformes

La politique agricole chinoise : changement de cap pour un même objectif

Chinese agricultural policy: A change of course for the same goal

Jean-Marc Chaumet

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/economierurale/7861
DOI : 10.4000/economierurale.7861
ISSN : 2105-2581

Éditeur
Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée
Date de publication : 30 juin 2020
Pagination : 153-170
ISSN : 0013-0559

Distribution électronique Cairn

Référence électronique
Jean-Marc Chaumet, « La politique agricole chinoise : changement de cap pour un même objectif », *Économie rurale* [En ligne], 372 | Avril-juin, mis en ligne le 03 janvier 2022, consulté le 10 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/economierurale/7861 ; DOI : https://doi.org/10.4000/economierurale.7861

© Tous droits réservés

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

La politique agricole chinoise
Changement de cap pour un même objectif

Jean-Marc CHAUMET • *IDÈLE, Département Économie, Paris*

L'objectif de maîtrise de l'approvisionnement alimentaire s'est poursuivi tout au long de l'histoire chinoise. Mais l'évolution récente de la consommation alimentaire et les contraintes environnementales ont rendu inéluctable l'inflexion de la politique agricole productiviste poursuivie pendant des dizaines d'années. La nouvelle orientation repose sur la préservation du potentiel de production et des investissements à l'étranger pour sécuriser les achats sur le marché international et conserver le contrôle de l'offre. Cette stratégie place la Chine au cœur de la géoéconomie agricole mondiale, tant sur le plan du commerce international que des investissements.

MOTS-CLÉS : *Chine, politique agricole, commerce international*

Chinese agricultural policy: A change of course for the same goal

The goal of controlling food supply has been present throughout Chinese history. But the recent evolution of food consumption and environmental constraints have made inevitable the shift toward a productivist agricultural policy that China has been pursuing for decades. This new orientation is based on sustaining production potential and investments abroad in order to secure purchases on the international markets and maintain control of food supply*. This strategy puts China at the heart of the global agricultural geo-economy, both in terms of international trade and foreign investment. (JEL: Q18, Q17)*

KEYWORDS: *China, agricultural policy, international trade*

Dès les années 1990, la Chine a suscité l'admiration pour sa croissance économique. Aujourd'hui, le développement du pays et l'enrichissement d'une partie de ses habitants sont incontestables, même si les statistiques officielles sont souvent sujettes à caution. Parvenue au deuxième rang de la hiérarchie économique mondiale (voire au premier, en parité de pouvoir d'achat), la Chine poursuit son ascension et son produit intérieur brut pourrait dépasser celui des États-Unis d'ici à 2030. Mais la progression de la Chine suscite également de l'inquiétude, car elle fut non seulement fulgurante mais a bousculé ainsi la hiérarchie des nations, tout en étant porteuse d'une remise en cause de l'ordre international construit après la Seconde Guerre mondiale.

Depuis quelques années, les analyses pointant les fragilités de l'Empire du Milieu comme sa volonté hégémonique se succèdent. Mais un aspect est très souvent oublié par les analystes : la capacité de la Chine à se nourrir et, en corollaire, sa dépendance alimentaire grandissante, ainsi que l'impact de cette situation sur les marchés mondiaux agricoles.

Car malgré ses succès économiques, la Chine reste confrontée à la contrainte de l'alimentation. Elle doit approvisionner en biens alimentaires un nombre d'habitants représentant près de 19 % de la population mondiale, tout en étant dotée de moins de 8 % des terres cultivables et de ressources en eau insuffisantes. Le choix de l'industrialisation s'est de plus traduit par une urbanisation importante et une élévation des niveaux de vie occasionnant une relative occidentalisation des modes de consommation. Il s'ensuit que, depuis plusieurs années, la Chine éprouve de

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

réelles difficultés à atteindre ses objectifs d'autosuffisance alimentaire. En devenant fortement importatrice de produits agricoles, et s'exposant ainsi au risque de la dépendance alimentaire, la Chine entre en contradiction avec sa volonté de contrôle de son approvisionnement alimentaire.

Pour mieux comprendre les enjeux de la réponse des autorités chinoises à cette dépendance alimentaire croissante, cet article se propose d'abord d'expliciter la notion chinoise de sécurité alimentaire et la volonté de contrôler l'offre alimentaire, issues de son histoire millénaire et toujours présentes dans les esprits des dirigeants actuels. La deuxième partie s'attachera à analyser les limites de la politique productiviste poursuivie pendant des décennies, qui malgré des niveaux de production records, a mené à des impasses environnementales et n'a pas empêché l'apparition d'un déficit agricole croissant. De crainte de perdre la main sur son approvisionnement agricole, et donc de se retrouver fortement dépendante pour son alimentation, la Chine a dû modifier sa politique agricole, en prenant en compte l'état environnemental de ses ressources foncières et hydriques tout en reconnaissant nécessaire un certain niveau d'importation. Mais afin de rester maître de ses importations, le gouvernement chinois a fortement appuyé les investissements à l'étranger afin de sécuriser les flux de produits agricoles. C'est ce dont traitera la troisième partie, avant que ne soient abordées les implications de cette nouvelle politique pour le reste du monde, en termes de conflits, de dépendance réciproque ainsi que de captation de la valeur ajoutée.

Le développement de la notion de sécurité alimentaire en Chine

1. Une idée très ancienne et toujours actuelle

Bien avant l'unification de la première Chine, en -221 av. J.-C., les penseurs et gouvernants chinois placèrent l'agriculture et l'alimentation de la population au centre de la gestion des Royaumes avec le Gouvernement comme régulateur de la production agricole. L'agriculture et la capacité à nourrir la population devant constituer les principales préoccupations des souverains, les troubles liés à l'alimentation étaient souvent l'une des causes du renversement des dynasties. Négliger l'agriculture, en particulier l'entretien des stocks de céréales permettant de prévenir les famines, a d'ailleurs causé la chute de plusieurs empereurs : ils avaient perdu le « mandat du ciel » qui leur conférait leur légitimité (Crook, 1999).

Surnommée *The Land of Famine* par Mallory, aucune autre civilisation n'aurait conservé cette constante idée de famine qui influence encore aujourd'hui la nation qu'est la Chine (Mallory, 1926). La conscience de la nécessité d'éviter des famines joua un rôle crucial dans l'élaboration des politiques publiques et dans la définition des objectifs assignés à l'État. Le pays aurait en effet connu, entre 1765 av. J.-C. et 1911, plus de 2500 sécheresses et plus de 3000 famines, soit presque une par an (Bu et Bruins, 2004). Les nombreux penseurs, confucianistes et légistes, ont tous mis en avant l'importance de l'agriculture comme source de richesse et de stabilité, mais également de puissance permettant de résister à un voisin menaçant ou, au contraire, de le défaire (Wu, 2007 ; Yu et Wang, 2014). Maîtriser son approvisionnement agricole était une condition de puissance d'un État et donc de sa survie. Il est intéressant de remarquer que cette idée liant la puissance d'un État à la santé de son agriculture a traversé les siècles puisque le plus important document d'orientation politique annuel mentionnait en 2015 : « Pour que la Chine soit forte, son agriculture doit être forte » (Comité central du Parti Communiste et le Conseil de l'État, 2015).

Pour mener ces objectifs à bien, d'ambitieuses politiques agricoles ont été très

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

tôt mises en œuvre (stockage public avec construction de greniers, travaux d'irrigation, mesures de prévention et de secours en cas de catastrophes naturelles…). *A contrario*, le commerce alimentaire avec d'autres pays est resté relativement réduit jusqu'au début du vingtième siècle. La plupart du temps, la Chine n'a compté que sur ses propres forces, approvisionnant ses régions déficitaires grâce aux surplus de celles en excédent. Il faut attendre la première moitié du vingtième siècle pour que les importations agricoles jouent un rôle non négligeable dans l'approvisionnement des villes côtières. Autrement dit, la Chine a réussi l'exploit de nourrir la population la plus nombreuse au monde, et en croissance, sans peser sur les grands équilibres agricoles mondiaux.

2. Une volonté de maîtriser son approvisionnement alimentaire

Mais la question alimentaire n'est pas qu'un sujet historique. Les famines ne s'arrêtèrent pas avec la chute du dernier empereur en 1911 et la Chine des années 1920 puis des années 1940 fut également touchée, notamment par la famine de 1943 qui fit 3 millions de morts dans le Henan. La dernière grande catastrophe fut bien évidemment le désastre du grand bond en avant entre 1959 et 1961, qui entraîna le décès de 30 à 45 millions de Chinois[1]. Aujourd'hui encore, le lien entre politique agricole et agitation sociale pouvant mener au renversement du pouvoir reste d'actualité et guide l'action publique.

Le contexte international joua également un rôle important dans la volonté chinoise de rester autosuffisante. Le déclenchement de la guerre de Corée fut le prétexte pour le Gouvernement américain de décréter un embargo total contre la Chine, en cherchant à l'imposer à ses alliés, pour tenter d'endiguer la puissance chinoise et de limiter ses capacités militaires. Si les États-Unis levèrent finalement leur embargo permettant d'importantes importations chinoises de blé à partir des années 1970, cet épisode a renforcé la méfiance des dirigeants chinois vis-à-vis du commerce international et forgé l'idée de vulnérabilité de leur pays à l'arme alimentaire.

La volonté de la Chine de rester autosuffisante provient également de l'image menaçante sur le plan alimentaire au niveau mondial que certains ont pu lui donner. En 1995, Lester Brown publie son célèbre *Who Will Feed China?*, arguant que, compte tenu de sa surface agricole limitée, la Chine ne pourra produire suffisamment de grains pour une alimentation humaine et animale destinée à une population croissante et de plus en plus riche. Cette demande chinoise se reporterait alors sur le commerce international, à l'origine d'une flambée des prix que ne pourraient supporter de nombreux pays pauvres, se retrouvant alors dans des situations de famines. Ce livre fut interprété par le Gouvernement chinois comme une attaque contre son leadership et sa capacité à nourrir sa population. Il a dû ainsi contrer l'idée d'une Chine dangereuse pour la sécurité alimentaire mondiale et la politique agricole nationale s'est par conséquent construite en réponse à ses inquiétudes extérieures. À travers un livre blanc sur la sécurité alimentaire, les autorités chinoises répondirent que « la Chine nourrira la Chine » et maintiendra un taux d'autosuffisance en grains[2] au-dessus de 95 %, dans des conditions normales. À la suite de la crise alimentaire de 2008 et les

1. Les estimations divergent selon les historiens. Voir par exemple F. Dikotter (2011) et J. Yang (2012).

2. La définition officielle chinoise des grains diffère de celle de la FAO, en englobant le riz, le blé, le maïs, l'orge, le sorgho, le millet, le soja et les tubercules, ces derniers comptant pour 1/5 de leur poids.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

interrogations sur le rôle de la Chine dans la hausse des prix, les autorités chinoises publièrent un plan pour la sécurité alimentaire nationale en 2020, réaffirmant leur volonté d'autosuffisance en grains, base de la sécurité alimentaire chinoise.

Le terme chinois, généralement traduit par sécurité alimentaire, signifie en réalité, pris mot à mot, « sécurité des grains » (粮食安全, *liangshi anquan*) et se différencie de la définition de la sécurité alimentaire de la FAO qui se traduit autrement en chinois[3]. Cette distinction n'est pas que sémantique. Alors que la définition de la FAO renvoie aux questions de disponibilités physiques, d'accès économique et physique, d'utilisation (hygiène, régime alimentaire…) ainsi que de stabilité dans le temps, donc à une analyse microéconomique au niveau de l'individu, la notion chinoise se place au niveau macroéconomique, national, et se centre sur les grains.

Le Gouvernement chinois est réticent à dépendre des importations pour assurer l'alimentation de la population, compte tenu des risques liés au marché international. Les experts chinois considèrent d'abord le marché international des produits agricoles comme insuffisant pour satisfaire la demande croissance du pays (Ni, 2013). La Chine ne pourrait, compte tenu de la taille de sa population, suivre l'exemple du Japon et importer 60 % de sa consommation alimentaire sans déstabiliser le marché et provoquer une forte hausse des cours (Gao, 2010). En outre, la fluctuation des prix constitue une autre raison pour ne pas se reposer sur ce marché au risque de menacer les entreprises et la population chinoise. Enfin, le Gouvernement s'inquiète de la part croissante des grands traders internationaux (les « ABCD »[4]) dans le commerce mondial et le risque de trop dépendre d'eux pour l'approvisionnement national.

La Chine affiche donc une volonté toujours actuelle de rester maître de son approvisionnement à travers des slogans comme « à tout moment, le bol des Chinois doit être fermement tenu entre leurs mains » et que « ce bol doit être rempli de grains chinois ».

Une politique d'autosuffisance qui a atteint ses limites

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la politique agricole chinoise a évolué et connu de nombreuses ruptures plus ou moins tragiques. Mais l'impératif de nourrir la population reste gravé dans l'esprit des dirigeants : les décisions reléguant l'agriculture au second plan ont souvent eu des conséquences jugées suffisamment graves pour convaincre le pouvoir d'opérer une marche arrière et de replacer le secteur agricole au centre des préoccupations politiques et économiques.

1. Une politique agricole chinoise évolutive

L'agriculture a été le premier secteur à bénéficier de la politique de réforme et d'ouverture en 1978, à travers la décollectivisation, la hausse des prix et la libéralisation progressive du commerce. Mais la fin des années 1980 a vu un tournant de la politique chinoise au profit des secteurs industriels et des provinces de la côte. Les documents d'orientation politique ignorent alors l'agriculture et traduisent clairement une réorientation des priorités économiques. Ce délaissement des campagnes a eu plusieurs conséquences :

3. Pour la FAO, « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». *Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation*, point 1, Rome, 13 novembre 1996.

4. ADM, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

l'écart de revenus entre ruraux et urbains s'est accru, les écoles rurales et les systèmes de pension ruraux ont souffert du manque de financement, enfin le développement des villes s'est effectué au détriment des ressources en eau et en terres des campagnes.

Dans les années 1990, les frustrations ainsi créées se sont muées en colère, parfois en émeutes, notamment dans les zones périurbaines et ont fait craindre la menace de forces de contestations, alors même que l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2001 ouvrait les frontières du pays et mettait en concurrence produits locaux et importés, notamment agricoles.

Dans les années 2000, la politique agricole chinoise subit une nouvelle réorientation. L'agriculture et le milieu rural reviennent au premier plan des préoccupations à la suite de plusieurs événements : les pressions extérieures sur la capacité de la Chine à se nourrir elle-même décrites plus haut, l'entrée du pays à l'OMC et les nouveaux dirigeants élus à la tête du parti communiste en 2002, qui décident de rompre avec la politique de l'équipe précédente. Cette nouvelle direction repose sur la problématique des *san nong* (les trois *nong*), centrale en Chine : l'agriculture (*nongye*) avec l'objectif d'augmenter la production, les agriculteurs (nongmin) avec l'objectif d'augmenter leurs revenus et le milieu rural (*nongcun*) dont la modernisation des infrastructures reste prioritaire (Chaumet et Pouch 2017).

Le mot d'ordre à partir de 2003 étant de « donner plus, prendre moins et libéraliser » (Lin et Wang 2012), les budgets consacrés aux *san nong* ont décuplé depuis 2003, dépassant les 1700 milliards de RMB en 2015, soit environ 280 milliards d'euros. Pour concrétiser le « prendre moins », les autorités ont initié en 2000, puis généralisé en 2006 l'unification et la suppression des taxes rurales formant le « fardeau paysan », allégeant d'autant la pression fiscale sur les agriculteurs.

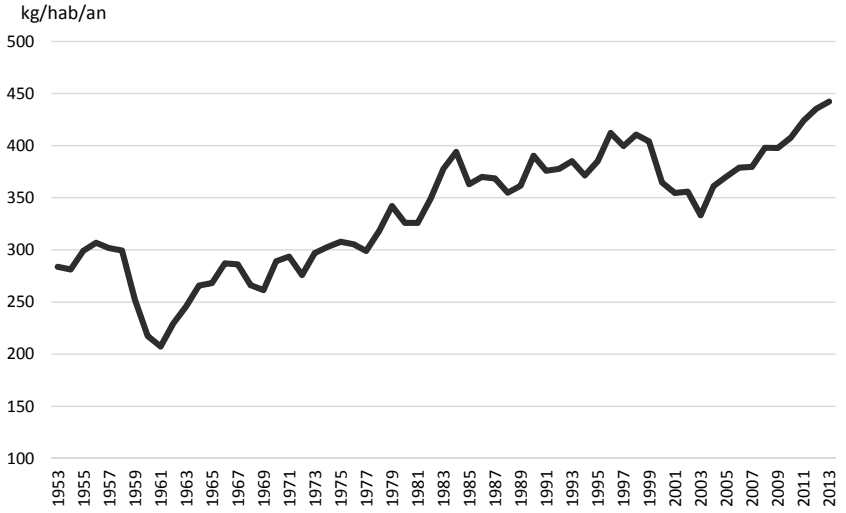
2. Une politique productiviste qui a produit ses effets

L'objectif de la politique agricole chinoise d''accroître toujours plus les volumes de production, pour atteindre les niveaux d'autosuffisance fixés, a reposé à partir de 2004 sur des incitations économiques à l'intensification pour les seules productions des grains : subventions aux intrants, subventions à la mécanisation, aides directes… Le Gouvernement chinois a également mis en place un système de prix minimums garantis permettant de stabiliser le prix intérieur dans les principales provinces productrices de riz, de blé, de maïs, de soja et de colza. En intervenant directement sur le marché intérieur à travers l'achat de l'excédent d'offre par des organismes de stockage public dès que le prix de marché descendait sous le prix garanti, les autorités chinoises ont pu assurer un prix relativement stable aux producteurs et encourager la production à l'aide de toujours plus d'intrants. Ces prix minimums ainsi que les subventions et aides directes ont connu des hausses régulières pour tenter de compenser la hausse des coûts de production, et pour inciter les producteurs à persister dans les productions de grains. Les consommateurs comme les contribuables furent donc mis à contribution pour renforcer la sécurité alimentaire.

La production chinoise de grains (céréales, soja et tubercules) a ainsi progressé sans discontinuer de 2003 à 2015, passant de 430 à 621 millions de tonnes, d'après les données officielles, soit une hausse de 44 % (voir *graphique 1*). L'analyse de la sécurité alimentaire chinoise se mesure encore très souvent par la disponibilité en grains par habitant. Celle-ci a évolué à la hausse, malgré certains « accidents », depuis les années 1950 et a donc absorbé la

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

Graphique 1. **Évolution de la disponibilité de grains par habitant**



Source : Lardy (1983), Ash (2006) et China Statistical Yearbook.

croissance de la population. La disponibilité affiche aujourd'hui près de 450 kg par habitant, soit 40 % de plus qu'en 1978, à la veille des réformes (*graphique 1*).

Une grande partie de cette hausse est à mettre au crédit de la production de maïs qui a presque été multipliée par deux, tandis que le blé et le riz progressaient respectivement de 50 % et de 30 %. La hausse de la production proviendrait d'un accroissement de près de 13 % des surfaces ensemencées en céréales entre 2003 et 2014, mais surtout d'une intensification de la production. La hausse des rendements a été rendue possible par l'utilisation de nouvelles variétés mais également par l'application d'intrants (engrais, phytosanitaires) en très grandes quantités. Certains chercheurs doutent cependant de la fiabilité des statistiques chinoises et remettent en cause cette croissance impressionnante (Xu *et al.*, 2014).

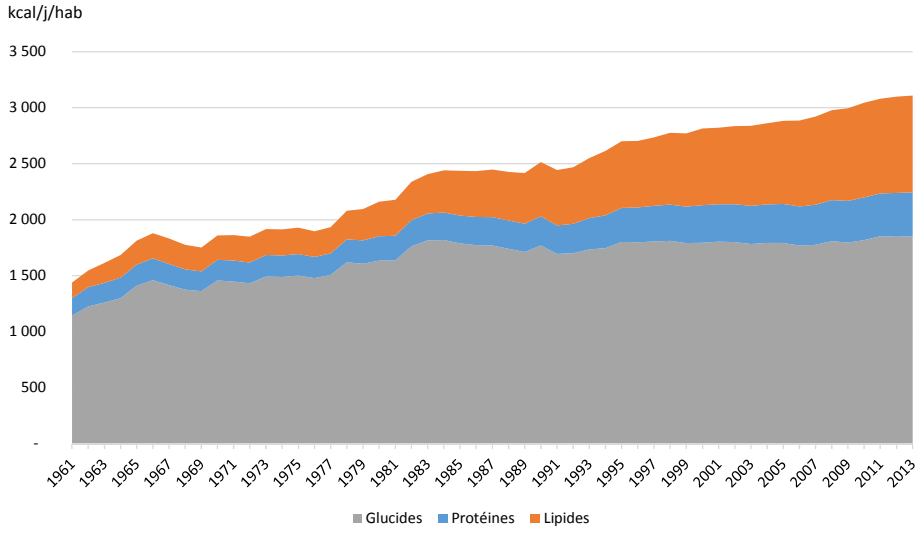
Bien que très peu soutenues par la politique agricole, les autres productions ont également connu de fortes progressions, permettant une diversification de l'alimentation. Quasi sans subventions et protection aux frontières, les volumes des fruits des légumes auraient été multipliés respectivement par 10 et par 7 entre 1985 et 2015[5]. Ceux des productions animales également d'après les données officielles : multiplication par 3 entre 1985 et 2015 de la production de viande porcine, par 15 pour la viande bovine et par 13 pour le lait. Au total, les disponibilités par habitant ont progressé de 2 000 kcal en 1978 à plus de 3 000 en 2013[6]. La part des calories animales a été multipliée par 4 pour atteindre 23 % en 2013. D'un point de vue énergétique, les lipides sont en grande partie responsables de la hausse de disponibilités à partir de 1978 (*graphique 2*), leur consommation ayant été multipliée par 3 au cours des 30 dernières années. Ils constituent en

5. Les données de production citées dans ce paragraphe sont issues de différentes éditions du *China Statistical Yearbook*.

6. Les données de disponibilités en calories sont issues de FAOStat.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

Graphique 2. **Évolution des disponibilités/répartition par nutriment énergétique**



Source : FAOstat.

2013 plus du quart des disponibilités alimentaires chinoises, contre plus du tiers en France, et semblent poursuivre leur progression. Nous constatons dans le même temps, une stabilisation voire une baisse des disponibilités en glucides. Conséquence, la Chine est frappée par le « triple fardeau » alimentaire. Si près de 12 % de la population chinoise restaient encore sous-alimentés en 2010-2012, selon la FAO (FAO, IFAD et WFP, 2015), des études évaluent à environ 30 % la proportion de Chinois adultes en surpoids (Gordon-Larsen *et al.*, 2014) à la même période. Nous pouvons y rajouter les carences en micronutriments, fer notamment, qui touchent une partie de la population.

3. Un déficit commercial agricole et agroalimentaire croissant

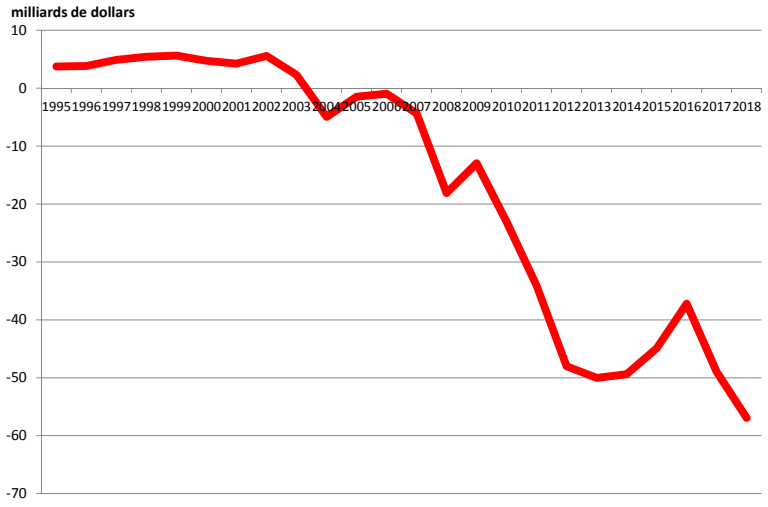
La Chine a réussi, jusqu'au milieu des années 2000, à nourrir la population la plus nombreuse au monde tout en réduisant la part de sa population vivant sous le seuil de pauvreté et sans peser sur les grands équilibres agricoles mondiaux. Mais cette augmentation de la production n'a pas suffi à satisfaire la hausse de la demande. L'accroissement de la population (+6 % entre 2003 et 2015)[7] comme l'évolution du régime alimentaire à la faveur de la hausse du pouvoir d'achat des ménages et de l'urbanisation (56 % de la population était urbaine en 2015) ont fortement tiré la demande en produits alimentaires, notamment en produits animaux (viandes, lait, œufs) et ont entraîné, à partir de 2003, un déficit commercial agricole.

Alors que les récoltes de céréales n'ont cessé de croître depuis 2004, les importations et le stockage liés aux prix minimums de ces produits ont dans le même temps fortement progressé. Car l'écart entre le prix garanti et les prix mondiaux n'a cessé de se creuser, alors que le marché intérieur n'était protégé que par des droits de douane de 1 % au sein de contingents tarifaires de plusieurs millions de tonnes.

7. *China Statistical Yearbook* (2016).

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

Graphique 3. **Solde commercial agricole et agroalimentaire chinois**



Source : Trademap.

Une partie des volumes supplémentaires n'a pas trouvé de débouchés sur le marché chinois ou à l'exportation, venant gonfler les réserves de céréales qui ont atteint des niveaux astronomiques, plus de 200 millions de tonnes pour le maïs. La hausse de la production chinoise de céréales a donc surtout servi à constituer des stocks devenus pléthoriques tandis que la consommation était satisfaite de manière croissante par l'importation. À l'inverse, la production de soja a décliné entre 2004 et 2015, tirant des importations déjà massives pour répondre à la demande d'huile et de tourteaux. Plombés par des coûts élevés d'alimentation animale et une qualité parfois défaillante, les produits animaux tels que le lait ou la viande bovine font également face à des importations en hausse.

Résultat, le déficit commercial a atteint 50 milliards de dollars en 2013 (*graphique 3*). La Chine est en effet devenue au fil des ans, première importatrice mondiale de soja (avec plus de 90 millions de tonnes par an et les 2/3 des fèves échangées sur le marché mondial), de riz, de produits laitiers, de viande bovine…

4. Les freins à la production agricole chinoise

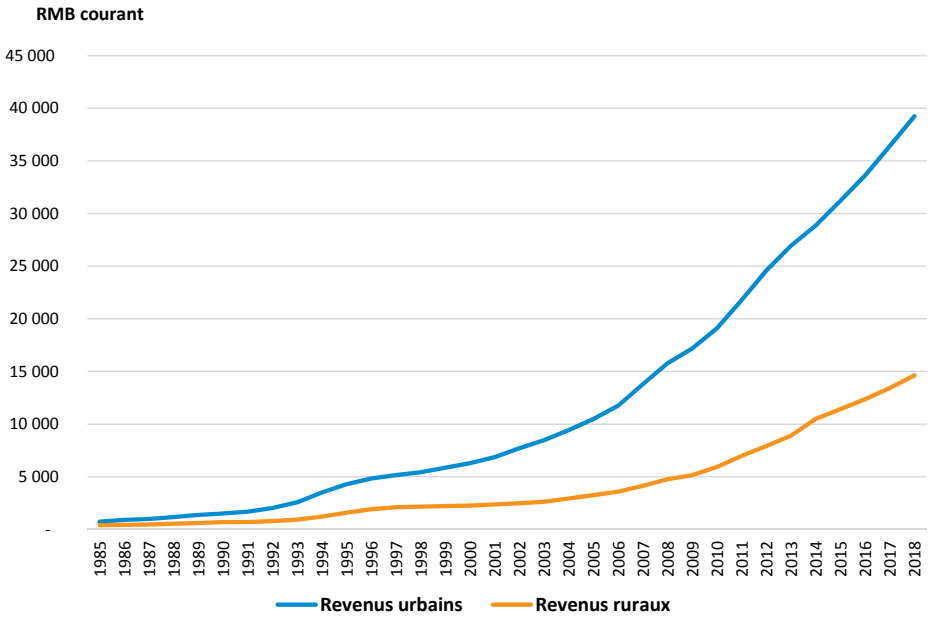
Le développement de l'agriculture chinoise s'est, en outre, trouvé confronté à des contraintes hydriques de plus en plus prégnantes. Les volumes disponibles sont faibles et se réduisent, l'eau est géographiquement mal répartie entre le Nord et le Sud et sa qualité se dégrade progressivement. La proportion d'eaux souterraines dont l'utilisation pour les activités humaines est limitée par le niveau de pollution a été évaluée à plus de 60 % en 2014 par les autorités chinoises. Plus de 4 millions d'hectares, soit 6 % des surfaces irriguées, dont les deux tiers dans le nord du pays, seraient irrigués avec de l'eau polluée. La Chine fait également face à des problèmes de sols agricoles. Une partie importante des sols est en effet dégradée par l'usage excessif des engrais et par les pollutions d'origine industrielle et urbaine. En 2013, les autorités avaient annoncé que 3,3 millions d'hectares, près de 3 % de la surface agricole, étaient trop pollués pour être cultivés. L'année suivante, un rapport officiel a révisé ces

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

chiffres, estimant que 16 % du territoire et 19 % des terres cultivées dépassaient les seuils de pollution admis en Chine, notamment pour le cadmium, le nickel et l'arsenic.

L'exode rural, encouragé par l'écart de revenu (*graphique 4*), de 1 à près de 3 entre zones rurales et zones urbaines (en 2018, 1 900 € en moyenne pour un habitant en milieu rural et 5 000 € pour un urbain), représente également une menace pour la production agricole chinoise. Les agriculteurs et plus particulièrement les producteurs de grains (céréales, soja et tubercules) sont tentés par l'aventure urbaine où les revenus et les salaires progressent plus rapidement, malgré les politiques des prix minimums et de subventions diverses aux productions agricoles. Cet exode rural, souhaité par les autorités, permet, certes, de soutenir le développement économique du pays en abondant les secteurs de l'industrie et des services, à plus forte productivité. Mais il ne doit pas se traduire par un abandon des surfaces cultivées, la Chine manquant déjà de terres et ayant fixé à 120 millions d'hectares cultivés le seuil minimum à ne pas franchir. L'exode rural, qui draine chaque année 15 millions de ruraux vers les villes, et le vieillissement de la force de travail agricole posent un défi en termes de force de travail disponible. Les agriculteurs de plus de 50 ans représentent dans de nombreuses régions, les 2/3 voire les 3/4 des membres de la famille présents dans les fermes. Les jeunes qui restent n'ont souvent que peu d'expérience agricole et préfèrent le mode de vie citadin. Un rapport officiel chinois intitulé : *Développement des Zones rurales en Chine. Villages vides et Stratégie adoptée*, chiffre en 2012 à plus de 7,5 millions d'hectares les surfaces cultivées laissées à l'abandon faute de bras pour les travailler. L'emploi agricole ne représenterait plus qu'environ 300 millions de

Graphique 4. **Évolution des revenus annuels ruraux et urbains par habitant en Chine**



Source : ministère chinois de l'Agriculture.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

personnes et l'agriculture moins de 8 % du PIB[8].

La politique d'agrandissement des exploitations agricoles tente de résoudre ce problème. L'augmentation de la taille des fermes permettrait de diminuer les coûts de production, d'augmenter la productivité des travailleurs et donc les revenus, motivant les agriculteurs à poursuivre leur activité agricole. Mais la taille moyenne des quelque 200 millions d'exploitations serait de 0,7 ha en 2013 (Ji *et al.*, 2016), toujours très loin des moyennes en France (55 ha), ou encore aux États-Unis (175 ha).

Au niveau des produits agricoles, il s'agit de relever le défi du prix, de la qualité, de la sécurité sanitaire des aliments, plus largement de l'adéquation de l'offre à la demande afin de nourrir la population et freiner les importations. Produire des volumes ne suffit pas si les consommateurs n'achètent pas les aliments. Le marché des poudres de lait infantiles – depuis le scandale de l'ajout de mélamine qui, en 2008, a intoxiqué 300 000 bébés (Chaumet et Desevedavy, 2009) – en offre un exemple frappant : la défiance des consommateurs alimente en grande partie les importations. L'écart de prix, mais aussi de qualité du riz chinois face aux productions des pays voisins du sud est également à l'origine d'importations croissantes depuis quelques années.

Une réorientation récente pour garder le contrôle de l'approvisionnement alimentaire

Après avoir prôné, pour des raisons géopolitiques et géoéconomiques de maîtrise de l'approvisionnement alimentaire, l'intensification de l'agriculture et l'augmentation à outrance des volumes, les autorités chinoises se sont rendu compte de l'impasse, environnementale et commerciale dans laquelle menait cette voie. Une nouvelle stratégie a été lancée en 2015 et repose sur deux piliers pour permettre de conserver la maîtrise de l'alimentation de la population. Cette politique est qualifiée de « duale », c'est-à-dire reposant sur la production locale et des importations modérées, contrôlées de manière croissante par des capitaux chinois.

Si l'autosuffisance en produits stratégiques demeure toujours la priorité de la politique agricole chinoise, l'explosion des importations de soja et la hausse des achats de maïs, d'orge et de sorgho ont compromis l'objectif de 95 % d'autosuffisance en grains défini en 1996 obligeant les autorités chinoises à modifier en 2014 le champ des produits concernés. Cette vision était de toute manière vouée à être revue car elle regroupait des produits destinés à la consommation humaine et d'autres utilisés en grande partie dans l'alimentation animale. Ainsi, l'autosuffisance doit être basique pour les céréales, tandis que l'auto-approvisionnement en blé et le riz, regroupés sous l'appellation « 口粮 » (*kou liang*) doit être absolu, sans que ces termes n'aient été explicités. La Chine recentre ainsi sa sécurité alimentaire sur les deux principales céréales destinées à l'alimentation humaine.

1. Le pilier local : adapter l'offre locale à la demande sur le long terme

A contrario de la seule question des quantités produites traitée par la politique agricole telle qu'appliquée au cours des dernières décennies, les thèmes abordés par la nouvelle réforme sont multiples et concernent la qualité, l'efficacité comme la durabilité de la production agricole. Outre l'objectif de longue date, élever les revenus des agriculteurs, la réforme s'attaque

8. Les différentes données concernant le milieu rural sont souvent contradictoires : 215 millions d'emplois dans le secteur primaire selon le *China Statistical Yearbook* ou 314 millions en agriculture, selon le recensement de 2016.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

à un nouvel objectif : adapter l'offre à la demande.

Ce premier pilier se décline en 2 axes.

Préserver les capacités de production

Le premier axe consiste à maintenir des niveaux de production élevés, surtout en grains, tout en freinant les atteintes aux ressources foncières et hydriques. Le but est de restaurer les capacités de production domestiques et assurer la sécurité alimentaire sur le long terme, le gouvernement chinois étant conscient que les marchés internationaux ne pourront nourrir la Chine. L'appel à des récoltes record a disparu des discours officiels.

Le XIII[e] plan quinquennal chinois (2016-2020) a confirmé cette réorientation, érigeant en priorité la préservation des capacités de production, la protection des sols et l'adoption d'une « gouvernance écologique » utilisant des technologies propres. Les ressources naturelles deviennent dans la politique chinoise une « réserve » de production qu'il faut entretenir. Les mesures prises pour limiter les pollutions environnementales deviennent plus contraignantes et sont à l'origine d'une stagnation, voire parfois d'une baisse de certaines productions agricoles.

Le plan de développement durable de l'agriculture ambitionne ainsi d'avoir étendu les techniques d'irrigation plus économes en eau, comme l'aspersion ou le goutte-à-goutte, à 75 % des surfaces irriguées en 2030 contre moins de 50 % aujourd'hui. Les autorités ont annoncé que le volume d'eau consacré à l'irrigation devrait se stabiliser, à partir de 2030, à un niveau supérieur de 10 % à celui de 2013. En outre, la croissance de l'épandage d'engrais et de pesticides, +1,3 % par an en 2013, devra être ramenée à 1 % puis stoppée à partir de 2020. Enfin, il est prôné de mieux valoriser les résidus de culture et les déjections animales, et de les substituer au maximum aux engrais artificiels. À ce plan pour l'agriculture durable s'en ajoutent deux autres destinés à lutter contre la pollution de l'eau et des sols. Leurs objectifs sont d'une part, améliorer la qualité des sept principaux fleuves du pays d'ici à 2020 et restaurer en dix ans la qualité des eaux urbaines, d'autre part de rendre utilisables 90 % des terres agricoles polluées d'ici à 2020 et 95 % d'ici à 2030.

Le rapport de 2013 pointe une nouvelle source de pollution devenue prépondérante : les déjections animales. Elles seraient responsables de près de 60 % des rejets agricoles de phosphore et de près de 40 % de ceux d'azote. Les exploitations de grande taille sont montrées du doigt pour leur forte contribution à ce phénomène. Une des mesures phares dans la lutte contre les pollutions d'origine animale consiste à délimiter des zones sans élevage qui englobent des périmètres habités et/ou comprenant des sources d'eau potable et/ou des zones environnementalement fragiles et/ou des zones touristiques. En décembre 2017, les zones interdites totalisaient au niveau national 630 000 km², soit une superficie supérieure à celle de la France continentale, et plus de 200 000 élevages avaient été fermés ou déplacés. Cette mesure a été complétée par une taxe sur les pollutions environnementales qui vise les pollutions de l'air, de l'eau et du sol.

Rééquilibrer les productions agricoles pour freiner les importations

Cette réorientation vers la durabilité présente également un deuxième axe avec pour objectif de corriger la situation combinant des surplus dans certaines productions (maïs) et des manques dans d'autres (soja, fourrages, lait), en adaptant, pour chaque production, l'offre à la demande. Il s'agit donc de faire évoluer les structures de production pour favoriser une meilleure allocation des ressources permettant de répondre à la demande en produits agricoles. D'un point de vue quantitatif, l'idée

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

est d'utiliser les avantages comparatifs des différentes zones de production agricole mais également de réduire les productions en surplus et de développer celles en déficit, telles que les fourrages ou les productions animales. Le maïs est au centre de ce changement de politique. Le prix minimum du maïs, comme celui du soja ou du colza, a été supprimé et seuls subsistent les prix garantis du blé et du riz. Dans les zones où la culture de cette céréale possède peu d'avantages comparatifs, les agriculteurs reçoivent des subventions pour les inciter à arrêter sa production ou à privilégier la rotation avec le soja, comme c'est le cas dans la province du Heilongjiang. Dans le même temps, la consommation industrielle est encouragée par des subventions et les stocks, fardeaux financiers, sont écoulés. Ainsi, la production chinoise de maïs, après avoir atteint un pic en 2015, a reculé en 2016 et 2017, conséquence d'un recul des surfaces semées (*graphique 5*). À l'inverse, la production de soja a progressé de 23 % en deux ans, bien que cette progression ne suffise pas à freiner les importations.

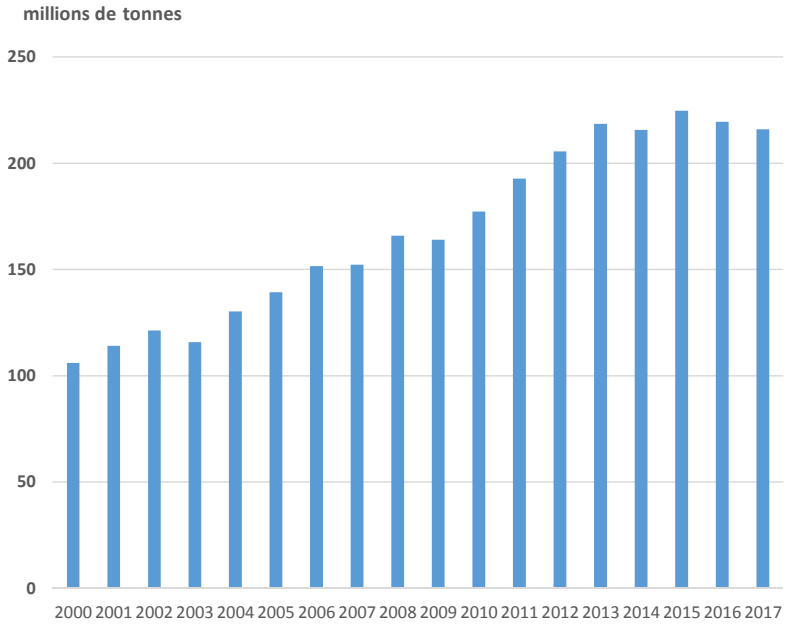
Mais le rééquilibrage consiste également à améliorer la qualité des produits en éliminant l'offre inadaptée et/ou bas de gamme, et en promouvant la montée en gamme et le marketing tout en renforçant la sécurité sanitaire…

2. Des investissements à l'étranger pour sécuriser l'approvisionnement

Le deuxième pilier de cette nouvelle politique encourage les investissements à l'étranger, pour sécuriser les importations et limiter la dépendance vis-à-vis d'acteurs extérieurs.

Alors que la consommation alimentaire chinoise ne cesse de croître et de se diversifier, l'écart entre la production intérieure et la demande nationale se creuse de manière

Graphique 5. **Évolution de la production chinoise de maïs**



Source : China Statistical Yearbook.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

structurelle. Pour satisfaire la demande, tout en limitant les impacts environnementaux, les autorités chinoises ont admis en 2015 le recours nécessaire aux importations à un niveau qualifié d'« approprié », mentionnant l'utilsation rationnelle des marchés internationaux pour satisfaire la demande de certains produits. Il s'agit d'acter dans les textes officiels une réalité présente depuis 10 ans dans le commerce chinois. Il est à noter que si la position officielle reconnaît nécessaire un certain niveau d'importations, des universitaires considèrent que la Chine peut importer une plus grande partie de son alimentation sans risque pour son indépendance (Mao *et al.*, 2013). Ils estiment en effet que les ressources financières chinoises sont très importantes et largement suffisantes pour permettre l'importation et que le risque d'embargo est extrêmement faible.

Pour que cette stratégie d'importations d'eau et de terres virtuelles n'entre pas en contradiction avec le contrôle de la sécurité alimentaire, elle repose de manière croissante sur des investissements chinois permettant de sécuriser l'approvisionnement. Ces investissements à l'étranger permis par une forte croissance économique et par l'accumulation d'importantes réserves de change forment, ce qu'il est convenu d'appeler, la « politique d'internationalisation des capitaux chinois » (走出去). Initiée au milieu des années 2000 pour encourager les investissements chinois, d'entreprises privées ou publiques, à l'étranger, elle concerne tous les secteurs économiques et a connu un second souffle grâce au vaste projet des nouvelles routes de la soie lancé en 2013. La déclinaison de cette politique dans le secteur agricole a d'abord pour objectif d'utiliser les ressources étrangères pour assurer un approvisionnement domestique adéquat en produits agricoles, en diversifiant les sources d'approvisionnement et en évitant une trop grande dépendance aux marchés internationaux et à certains pays, considérés comme des adversaires, à l'instar des États-Unis. Outre ces desseins largement connus, les investissements chinois ont également pour but d'augmenter les productions dans certains pays étrangers, dont les pays africains, permettant de contribuer à la sécurité alimentaire locale et mondiale… et donc à la sécurité alimentaire chinoise (Brautigam et Tang, 2009). Enfin, dernier objectif, renforcer l'influence chinoise dans le monde et la montée en puissance de son « soft power », pour l'instant bien faible comparé à celui des autres grandes puissances.

Pour conserver en partie ce contrôle, et la souveraineté alimentaire du pays, les investissements à l'étranger sont encouragés dans tous les maillons de la filière. Au fil des ans, les investissements se sont diversifiés dans toutes les directions, poussés par le déficit commercial agricole croissant de la Chine. D'abord le fait de grandes entreprises d'État ou contrôlées par les gouvernements locaux, le jeu est désormais ouvert aux entreprises privées ou à des institutions financières. Si l'Afrique, les pays asiatiques voisins et la Russie comptaient parmi les premières destinations, l'Océanie, l'Amérique du Sud, l'Europe et l'Amérique du Nord se sont peu à peu ajoutées à la liste, permettant de couvrir pratiquement toute la planète (Chen et Guo, 2017 ; Grain, 2019). De même, les productions végétales ne sont plus les seules visées, puisque le porc, le lait et la viande bovine prennent maintenant une part non négligeable dans les investissements chinois. Le secteur du commerce de commodités a attiré les investissements chinois, à travers le rachat des traders Noble et Nidera par Cofco, pour ne pas dépendre des « ABCD », comme celui de la transformation avec l'acquisition de Smithfield par Shuanghui ou les investissements de Synutra et Biostime en France. C'est aujourd'hui le tour des intrants agricoles avec le rachat Syngenta par ChemChina. Cette évolution permet à la Chine d'étendre son

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

contrôle sur une part toujours plus grande des filières agricoles et de rattraper son retard technologique.

Ces investissements chinois, parfois accueillis par la méfiance ou le refus, sont également source de tension au niveau international. L'ampleur des investissements tout comme les méthodes parfois irrespectueuses de certaines entreprises chinoises peuvent créer des tensions. Les observateurs chinois concèdent en effet que de nombreuses entreprises ne cherchent pas à s'adapter et à comprendre les pays d'accueil (Weng, 2015). D'une manière générale, le manque d'initiatives des entreprises en matière de responsabilité sociale des entreprises, en Chine comme à l'étranger, ne joue pas en leur faveur.

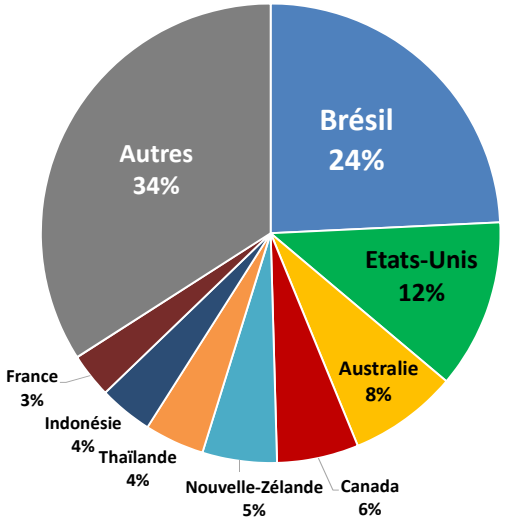
Notons enfin que la Chine a développé des coopérations agricoles avec des pays en développement à travers la création de fermes expérimentales, de centres de démonstration de technologies agricoles, l'envoi de plus de 3 000 experts sur le terrain et la formation en Chine de 5 000 experts étrangers… Deux objectifs sont poursuivis par ces programmes : tenter d'effacer l'image d'une Chine « colonialiste » créée avec les rachats de terres et accroître l'offre agricole au niveau mondial, afin de détendre les prix, en aidant des pays en développement à augmenter leurs productions.

Depuis la mise en place de cette nouvelle politique « duale », le Brésil est devenu le premier fournisseur de produits agricoles et alimentaires, surtout du soja et des viandes, de la Chine, avec 1/4 des importations en valeur, devant les États-Unis dont les envois vers l'Empire du Milieu ont reculé depuis 2013… et ont poursuivi leur déclin en raison du conflit commercial qui a opposé en 2018 et 2019 les deux puissances (*graphique 6*).

3. De récents obstacles se dressent en travers de la nouvelle politique agricole

Mais cette politique demeure à la merci des évolutions internes et internationales. Ainsi, la diffusion en Chine de la Fièvre porcine africaine a entraîné une réduction de près de 40 % du cheptel de truies chinois en 2018 et 2019. Pour tenter de

Graphique 6. **Répartition des importations agricoles et alimentaires chinoises en valeur par pays (2018)**



Source Trademap.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

freiner l'inflation qui a résulté d'une forte baisse de l'offre locale en viande porcine, les autorités chinoises ont consenti à de fortes importations de viande porcine mais également de viande bovine, aggravant fortement le déficit commercial agricole du pays. Ensuite, le ministère de l'Environnement chinois a annoncé début 2020 une simplification des exigences d'enregistrement environnemental pour l'industrie de l'élevage porcin et l'assouplissement concernant l'interdiction d'élevage porcin dans 14 000 zones[9]. « La protection de l'environnement ne devrait pas être utilisée comme excuse pour freiner l'élevage porcin » a ajouté le porte-parole du ministère, confirmant ainsi que l'autosuffisance du pays prime sur l'environnement. Retrouver l'autosuffisance en porc passera également par une accélération des investissements à l'étranger. Les grandes entreprises de production chinoises sont encouragées à construire des élevages de porcs à l'étranger, afin de combler le manque sur le marché intérieur.

En outre, l'accord signé avec les États-Unis en janvier 2020, à la suite d'un an et demi de guerre commerciale, semble contrecarrer les objectifs chinois de diversification des sources d'approvisionnements agricoles. Conclu pour deux ans, l'accord prévoit une très forte hausse des achats de produits agricoles étatsuniens (+19,5 milliards de dollars en 2021 par rapport au niveau de 2017 qui était de 24 milliards de dollars), avec comme conséquence logique un recul des importations d'autres pays. Si la Chine respecte cet accord, pourra-t-elle reprendre sa politique de diversification en 2022 ?

*
* *

9. https://www.agriculture.com/markets/newswire/china-eases-environmental-rules-on-pig-farming

Quelles implications pour le reste du monde ?

Si cette nouvelle politique atteint ses objectifs de maîtrise de l'approvisionnement alimentaire, par un haut niveau de production stabilisé et le contrôle des flux, elle pourrait modifier les échanges commerciaux construits jusqu'à présent, affecter les marchés mondiaux mais également transformer durablement les rapports de force au sein de l'économie agricole mondiale.

D'une part, les entreprises chinoises contrôlent une proportion croissante des aliments importés et de leur valeur ajoutée. Si le lait, la viande porcine ou bovine sont bien produits dans d'autres pays à partir de ressources locales, les propriétaires deviennent de plus en plus souvent chinois. Ainsi, certains experts estiment que 50 % des volumes de poudre de lait infantile importés en Chine proviennent d'investissements chinois à l'étranger et que seuls 50 % seraient aux mains d'entreprises à capitaux étrangers.

En outre, en faisant produire hors de ses frontières, la Chine cherche à externaliser l'utilisation des ressources naturelles et les impacts environnementaux. Alors que la Chine semble subir, tous secteurs confondus, un échange écologique inégal avec l'ensemble de ses partenaires économiques, notamment les pays développés (Yu *et al.*, 2014), supportant ainsi les conséquences environnementales (externalités négatives) induites par la production des marchandises exportées, ses achats sur le marché international semblent placer le pays dans une position opposée, en ce qui concerne le secteur agricole, comme peut en témoigner l'exemple de la progression du soja en Amérique du Sud au détriment de la forêt, de la biodiversité, des ressources hydriques et de certaines populations locales.

Enfin, la faim croissante de la Chine peut mener à des rivalités croissantes pour

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

l'utilisation des ressources alimentaires. Les cas le plus médiatisés jusqu'à présent concernent les incidents impliquant des pêcheurs dans la mer de Chine méridionale, dans des zones maritimes dont la propriété est disputée entre plusieurs États. Ainsi, sur les 45 incidents majeurs recensés entre 2010 et 2016, les garde-côtes chinois furent impliqués dans 71 % des cas, dans la majorité des cas contre des bateaux de pêche (CSIS, 2016). ■

© Société française d?économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ash R. (2006). *Squeezing the Peasants: Grain Extraction, Food Consumption and Rural Living Standards in Mao's China.* China Quarterly, vol. 188, December, pp. 959-998.

Brautigam D., Tang X. (2009). *China's Engagement in African Agriculture: Down to the Countryside*. China Quarterly, vol. 199, September, pp. 686-706.

Brown L. (1995). *Who will feed China*. Worldwatch Environmental Alert, W. W. Norton & Company, Inc., 168 p.

Bu F., Bruins H. J. (2004). *Drought and Famine Disaster in China: From Risk Assessment Based on Historical Records to Contingency Planning. In* Malzahn D., Plapp T. (eds.), *Disasters and Society. From Hazard Assessment to Risk Reduction*, Proceedings of the International Conference, University of Karlsruhe, Berlin, Logos Verlag, pp. 137-144.

Chaumet J.-M., Desevedavy F. (2009). *Consommation alimentaire et sécurité sanitaire des aliments en Chine*. Asie Vision 21, IFRI, 32 p.

Chaumet J.-M., Pouch T. (2017). *La Chine au risque de la dépendance alimentaire*. Presses universitaires de Rennes, 212 p.

Chen C., Guo P. (2017). Outward foreign direct investment in agriculture by Chinese companies: land grabbing or win-win? *Economic and Political Studies*, vol. 5, n° 4, pp. 404-420.

Comité central du Parti communiste et le Conseil de l'État (2015). Document n° 1 : 中央发布2015年一号文, http://finance.sina.com.cn/china/20150201/190721447869.shtml

Crook F. W. (1999). An Analysis of China's Food Grain Security Policy. *In Agriculture in China and OECD Countries*, Paris, OCDE, pp. 55-73.

CSIS (2016). *Are Maritime Law Enforcement Forces Destabilizing Asia*. <http://chinapower.csis.org/maritime-forces-destabilizing-asia/>

Dikotter F (2011). *Mao's Great Famine: The History of China's Most Devastating Catastrophe, 1958-62*. Bloomsbury Publishing PLC, 448 p.

FAO, IFAD, WFP (2015). The State of Food Insecurity in the World 2015. *Meeting the 2015 international hunger targets: taking stock of uneven progress*. Rome, FAO.

Gao S. (2010). *Discussion on Issues of Food Security Based on Basic Domestic Self-Sufficiency*. Asian Social Science, vol. 6, n° 11, November, pp. 42-48.

Gordon-Larsen P., Wang H., Popkin B. M. (2014). Overweight dynamics in Chinese children and adults. *Obesity Reviews*, n° 15, suppl. 1, pp. 37-48.

Grain (2019). *The Belt and Road Initiative, Chinese agribusiness going global*, https://www.grain.org

Ji Q., Rozelle S., Huang J., Zhang L., Zhang T. (2016). Are China's Farms Growing? *China & World Economy*, vol. 24, n° 1, pp. 41-62.

Lardy N. R. (1983). *Agriculture in China's modern economic development*. Cambridge, Cambridge University Press, 300 p.

Lin W., Wong C. (2012). Are Beijing's Equalization Policies Reaching the Poor? An Analysis of Direct Subsidies Under the "Three Rurals" (Sannong). *The China Journal*, n 67, pp. 23-46.

Mao Y.., Zhao N., Yang X. (2013). *Food Security and Farm Land Protection in China*. Unirule Institute of Economics, World Scientific Publishing, 388 p.

Mallory W. H. (1926). *China: Land of Famine*. New York American Geographical Society. First Edition, 199 p.

Ni H. (2013). *Agricultural Domestic Support and Sustainable Development in China*. International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD), Paper n° 47, pp. 1-45.

Weng M. (2015). 从产业协调看中国与东盟农业合作发展的新动力. *Journal of International Economic Cooperation*, n° 11, pp. 67-69.

Wu B. (2007). 中国古代粮食安全问题研究. Recherche sur la question de la sécurité

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

alimentaire dans la Chine ancienne. Thèse pour le Doctorat, NorthWest A and F University, 142 p.

Xu Z., Zhang W., Li M. (2014). China's Grain Production. A Decade of Consecutive Growth or Stagnation? *Monthly Review*, vol. 66, n° 1, May, pp. 25-37.

Yang J. (2012). *Stèles. La Grande Famine en Chine (1958-1961)*. Paris, Seuil, 672 p.

Yu L., Wang G. (2014). 春秋战国时期粮食安全思想的传承与当代战略选择, 国际安全研究, (Héritages et choix stratégiques contemporains de la pensée sur la sécurité alimentaire lors de la période des Printemps et Automne et des Royaumes Combattants). *Recherche en sécurité internationale*, n° 3, pp. 3-24.

© Société française d?économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)